



Annexe aux modalités de contrôle des connaissances 2019-2020

Les modalités de contrôle des connaissances ont été adoptées par la CFVU le 23 avril 2015 pour toute la durée du contrat correspondant à la période d'accréditation de nos formations (2015-2020). Elles sont néanmoins soumises chaque année à l'approbation du Conseil de la formation et de la vie universitaire et éventuellement ajustées à la marge. Le contenu de certains articles est complété par chaque composante afin de tenir compte des spécificités et des orientations pédagogiques de chaque formation.

UFR Textes et sociétés – Master Science politique

(Annexe validée par la CFVU le 19 septembre 2019)

I – VALIDATION DES ÉTUDES

1 – Détail du nombre d'épreuves, de leur nature (écrites/orales), de leur durée, de leur coefficient ainsi que la répartition éventuelle entre le contrôle continu et le contrôle terminal. (Article 5)

Les modalités de contrôle (nombre d'épreuves, leur nature, leur durée, leur coefficient, ainsi que la répartition éventuelle entre contrôle continu et contrôle terminal) sont laissées à l'appréciation des enseignants responsables de chaque cours. Ces modalités doivent être portées à la connaissance des étudiants. Les informations sont centralisées au niveau de l'UFR à travers les maquettes des diplômes. Le contrôle des connaissances s'effectue par contrôle continu (exposé oral, devoir sur table) et/ou terminal (dissertation ou mini-mémoire, individuel ou collectif).

2 - Modalités éventuelles de choix entre contrôle continu et contrôle terminal. (Articles 6 et 7)

L'aménagement du contrôle continu est conditionné à l'obtention d'un statut d'étudiant-e salarié-e, offert aux étudiant-e-s occupant un emploi d'au moins 15 heures hebdomadaires. L'assiduité est obligatoire aux cours de « Méthodes de la recherche » (M1) et « Tutorat de stage/mémoire » (M2) ainsi qu'au cours « Analyse de textes en langue anglaise » (M2). Pour les autres cours, Les étudiants disposent d'un délai de 4 semaines à compter de la date du début des cours pour demander le contrôle terminal sous les conditions énoncées dans le point suivant. Ce délai ne peut être prolongé.

3 - Conditions de dispense du contrôle continu ou de son aménagement. (Article 6)

Des raisons médicales et le statut d'« étudiant-e salarié-e » permettent d'être dispensé-e du contrôle continu et de ne valider les séminaires concernés que par l'examen terminal. La présence aux examens de fin de semestre reste *obligatoire*. Pour les séminaires ne se validant pas par un examen terminal, l'enseignant-e

déterminera un mode alternatif de validation (dossier, mini-mémoire, etc.). Un séminaire suivi avec assiduité sera validé dans les conditions habituelles.

Au début de chaque semestre, l'étudiant-e faire établir une attestation d'« étudiant-e salarié-e » auprès du Secrétariat de la formation en fournissant une copie du justificatif qui mentionne le temps du contrat, la durée hebdomadaire et l'organisation de l'emploi salarié (contrat de travail, fiches de paie, etc.)

4 – Précisions relatives aux notes retenues dans le cadre de la session 2. (Article 7)

(Il s'agit généralement la note du contrôle terminal et dans certains cas la moyenne entre la note du contrôle continu et la note du contrôle terminal)

Les notes retenues dans le cadre de la session 2 sont celles de l'examen terminal de session 2 si elles sont supérieures aux notes de session 1.

5 – Cas particuliers des EC n'ouvrant pas droit à la session 2. (Article 7)

(Stage, Mémoire...)

Le mémoire de Master 1 ne peut être évalué en session 2 de même que les cours suivants : « Méthodes de la recherche » (M1) et « Tutorat de stage/mémoire » (M2) ainsi qu'au cours « Analyse de textes en langue anglaise » (M2)

6 – Cas particuliers des EC avec une note plancher de 10 (Article 12)

(Uniquement pour des raisons de réglementation nationale ou de spécificités professionnelles. Une telle disposition dérogatoire doit être explicitement intégrée dans la maquette du diplôme et avoir été validée par la CFVU)

Aucune.

7 - Date limite pour une demande de renonciation dans la limite de 5 EC sur l'année (Article 8)

Les demandes de renonciation doivent être formulées auprès des secrétariats pédagogiques au plus tard 72 heures avant la date de tenue du jury compétent.

8 – Modalités de réinscription à un EC non acquis (Article 13)

(Réinscription l'année suivante ou réinscription obligatoire le semestre suivant ou l'EC est proposé)

Un EC non acquis doit faire l'objet d'une réinscription l'année suivante.

II – POURSUITE D'ÉTUDES AU NIVEAU SUPÉRIEUR

1 - Poursuite d'études au niveau supérieur dans un cursus de licence (Article 14)

Non concerné

2 - Poursuite d'études au niveau supérieur dans un cursus de master (Article 14)

(Dès lors que la première année de master n'a pas été entièrement validée, le passage conditionnel en M2 avec le résultat AJAC est autorisé ou non autorisé et le redoublement en M1 avec la possibilité de prendre des EC de M2 en crédits est autorisé ou non autorisé. Si l'une ou les deux options est retenue, le nombre minimum requis de crédits ECTS validés en M1 doit être précisé. Ce nombre est alors compris entre 30 et 48)

Un étudiant passe au niveau supérieur s'il a validé un minimum de 45 ECTS. Dans le cas d'EC manquants, il est admis au niveau supérieur de manière conditionnelle (procédure dite « AJAC »).